

Nous, Pierre-Emmanuel GIBSON, Président du SIVOM de la Communauté du Béthunois,

D 301-23-32

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-10,

Vu la délibération n° 1-06 du Comité Syndical du 16 juillet 2020 portant délégations accordées par le Comité Syndical au Président, modifiée par délibérations n° 1-03 du 26 mars 2021 et 1-24 du 22 juin 2022, autorisant le Président, à décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros, et autoriser l'encaissement des sommes correspondantes,

Considérant qu'il est nécessaire de recycler les déchets métaux ferreux des services techniques du SIVOM de la Communauté du Béthunois,

DECIDONS :

ARTICLE 1^{er}: de vendre à la société COENMANS RECYCLAGE INDUSTRIEL, située avenue Washington – Port Fluvial 62400 Béthune, représentée par Monsieur Wilhelms COENMANS, 8,735 tonnes de métaux pour un montant total de 1 792,20€ décomposé comme suit :

- 6,68 tonnes de ferraille (HMS1-2) à 170 € la tonne pour un montant de 1 135,60 € HT,
- 1,28 tonnes de ferraille (HMS1-2) à 160 € la tonne pour un montant de 204,80 € HT,
- 0,66 tonne de platinage à 110 € la tonne pour un montant de 72,60 € HT,
- 41 kilogrammes de cuivre à 6 € le kilogramme pour un montant de 246,00€ HT,
- 74 kilogrammes de câbles cuivrés à 1,80 € le kilogramme pour un montant de 133,20€ HT,

ARTICLE 2 : La recette sera imputée au budget principal sur la compétence 301 (AGE) à hauteur de 494,20€ et sur la compétence 610 (Restauration Collective) à hauteur de 1 298,00€.

ARTICLE 3: Madame la Directrice Générale des Services du SIVOM de la Communauté du Béthunois et Monsieur le Comptable de la Trésorerie Béthune Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Béthune, le
Le Président,
Pierre-Emmanuel GIBSON

Signé par : Pierre
Emmanuel
GIBSON

Date : 06/03/2023

Qualité : Président

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.